Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 21 (1929)
Heft: 2

Artikel: Les tâches présentes de la classe ouvrière
Autor: Weber, Max
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383721

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

8° Le renouvellement des réserves donnera lieu à des difficultés et à des abus.

9° En tenant compte des résultats actuels de l'Administration fédérale des blés, on peut affirmer que la solution Musy aboutit au pain plus cher.

10° L'élévation des taxes de statistiques frappera en plus les consommateurs et les ouvriers.

11° Le petit paysan ne cultivant pas de blé, plus consommateur que producteur, payera pour les gros paysans, producteurs de blé et plus producteurs que consommateurs.

Les tâches présentes de la classe ouvrière.

Par *Max Weber.*

Les conditions économiques de la période d'après-guerre se sont stabilisées. Les conséquences de la guerre et la situation anormale qui en résulta sont bien avant surmontées. Ou pour mieux dire, la vie économique s'est adaptée aux nouvelles conditions et se trouve dans une nouvelle phase de développement. En quoi consiste-t-elle?

Personne ne voudra contester que le *capitalisme* s'est puissamment *consolidé.* En déployant des efforts immenses, l'économie capitaliste a surmonté la grande dépression avec une rapidité surprenante. Même des pays tels que l'Allemagne où l'inflation avait créé un chaos indescriptible, ont reconquis rapidement leur place antérieure dans l'économie mondiale. Cela ne fut possible que par *l'organisation* des forces capitalistes.

En réalité, le capitalisme d'aujourd'hui n'est plus ce qu'il était en 1914. Il a pu accroître sa puissance en se transformant. Cette transformation, qui a commencé déjà avant la guerre et se poursuit aujourd'hui à pas de géant, se manifeste surtout dans *l'interdépendance croissante de l'économie mondiale.* Le capitalisme national s'oriente de plus en plus vers le capitalisme international. Parallèlement à cette orientation se produit une *mobilisation du capital,* qui en est partiellement aussi une condition; c'est-à-dire que le capital se crée la possibilité de modifier rapidement la propriété du capital immobilisé, de déplacer les capitaux le plus facilement possible.

C'est le phénomène que nous constatons depuis l'apparition des sociétés anonymes. Cependant, ces tendances se sont fortement accentuées depuis la fondation d'entreprises spéciales, qui ne disposent en somme directement d'aucun capitaux immobilisés (immeubles, fabriques, etc.), mais de papiers-valeurs, notamment des actions, et qui accordent éventuellement sous une forme quel-

conque des avances à des sociétés auxquelles elles participent. C'est ce que l'on appelle les *sociétés de participation,* sociétés financières ou sociétés holding. Dans le premier cas, la fondation de nouvelles sociétés est financée par la société-mère, tandis que dans le second cas toute une série de sociétés appartenant au même consortium sont soumises à une direction commerciale unique. Les deux genres d'entreprises ont pour but de *contrôler* les sociétés auxquelles elles participent. Il en résulte dès lors une formidable concentration du pouvoir du capital.

Ces faits sont particulièrement frappants en Suisse. Ensuite de sa richesse de capitaux comme aussi de sa situation particulière au milieu de grands rivaux économiques, notre pays offre un champ favorable à l'activité des nombreuses sociétés suisses, étrangères et internationales de ce genre.

En comparaison de l'époque d'avant-guerre, nous assistons ainsi à une évolution vertigineuse du capital industriel en *capital financier,* et des finances nationales en capital financier *international.*

Examinons maintenant quelles sont les *forces* qui font obstacle au capitalisme.

Après avoir rétrogradé après la guerre, le *mouvement ouvrier* a été fortement affaibli en maint endroit par la crise économique, comme aussi par les scissions. Cependant, il s'est relevé depuis lors et non seulement il a reconquis son influence antérieure, mais il l'a dépassée dans la plupart des régions, et actuellement il poursuit sa marche ascendante. Dans le domaine *politique,* cela se manifeste par une augmentation du nombre des électeurs et des représentants au parlement. Dans le domaine *économique,* cela ressort de l'accroissement des effectifs des syndicats, de leur consolidation intérieure, de leur importance croissante comme facteur économique et du développement réjouissant de l'économie collective.

Nous ne voulons toutefois pas nous faire d'illusions en ce qui concerne la *proportion des forces* entre le capital et le mouvement ouvrier. Heureusement, il se manifeste aujourd'hui sous ce rapport une juste appréciation qui sera beaucoup plus fructueuse que des espérances exagérées qui ne se réaliseront pas. L'on a notamment une idée plus réaliste des possibilités politiques qu'avant 1918. Malgré tous les succès électoraux, la classe ouvrière n'est presque nulle part à la veille de conquérir le pouvoir absolu. L'Allemagne, la France, la Suisse aussi naturellement, en sont même encore très loin. Et dans les pays où les travailleurs seront bientôt peut-être le parti majoritaire, comme en Autriche et en Angleterre, la classe ouvrière au pouvoir se heurtera à des difficultés incommensurables. Ces difficultés résultent du fait que la classe ouvrière peut bien prendre les rênes de l'appareil gouvernemental, mais qu'elle aura quand même *contre elle toute la puis-*

sance économique capitaliste. Et même si à l'aide du pouvoir politique elle pouvait placer l'économie de son propre pays sous son contrôle, la *dépendance* de l'économie nationale de l'économie mondiale, l'enchevêtrement étroit du capital international, viendrait tout de suite l'arrêter impérieusement. Dans son programme, le parti socialiste d'Autriche a exprimé cette situation en ces termes:

> Le régime socialiste ne peut pas être édifié dans un petit pays seul, dépendant de l'économie capitaliste mondiale, mais seulement dans des grands territoires étroitement unis, ce qui est la condition d'une économie socialiste systématique. C'est pourquoi le parti socialiste, après avoir conquis le pouvoir dans son propre pays, ne pourra procéder à la socialisation des moyens de production détenus par les capitalistes et les gros propriétaires fonciers que dans la mesure où le développement du socialisme dans les autres pays le permettra.

En tenant compte du fait que l'ascension de la classe ouvrière dans le domaine politique sera fortement entravée par les forces économiques capitalistes, l'on a déjà déclaré à ce sujet que le mouvement ouvrier était arrivé à un « point mort ».

Celui qui est d'avis que le mouvement ouvrier doit se manifester avant tout dans l'activité politique ou même révolutionnaire, peut bien considérer la période de développement actuelle, apparemment paisible, comme un point mort. Mais quiconque sait que le facteur politique n'est qu'*un* facteur dans le développement de la société et certes pas le plus important, ne dira pas encore qu'on en est au point mort, pour la seule raison que la tension politique n'est pas si grande qu'il y a dix ans. Je crois, au contraire, que nous n'en sommes pas à un point mort, mais à une époque d'activité intense, ou du moins que nous devrions nous y trouver.

Si l'on admet que l'influence politique sera paralysée par la suprématie capitaliste dans l'économie et que même le pouvoir de la majorité pourrait échouer contre cette puissance, l'on est forcé de conclure que le capitalisme doit être attaqué dans le domaine où il est le plus fort: *dans le domaine économique.* Et si un certain répit dans la lutte politique nous permet d'intervenir avec plus de poids dans la lutte économique, nous avons tout lieu d'en être contents, car nous devons répéter sans cesse que le mouvement ouvrier est beaucoup plus avancé dans le domaine politique que dans la vie économique. Cette avance doit être rattrapée, non pas évidemment par un recul ou même un arrêt dans le domaine politique, mais *par une marche plus rapide dans le domaine économique.*

C'est ici que réside, à mon avis, une des principales tâches présentes de la classe ouvrière. Comment doit-on s'y atteler et la résoudre?

La puissance économique du capitalisme repose sur la concentration du *pouvoir de disposition du capital.* La *possession* du capital joue bien aussi un rôle, mais il n'est pas prépondérant. Dans bien des cas, le capitaliste est dans la plus parfaite ignorance

en ce qui concerne l'emploi de ses fonds, il ne s'en occupe pas du tout ou il n'a rien à dire à ce sujet. Le petit épargnant et même le possédant des classes moyennes ont bien un capital, mais ils ne peuvent en disposer. Ils ont cédé ce pouvoir à la banque, c'est-à-dire à la haute finance.

La tâche de la classe ouvrière se pose dès lors ainsi: Comment peut-on *limiter* le libre pouvoir de disposition du capital? Cette limitation peut être de nature quantitative, ou qualitative si le pouvoir de disposition devait être partagé avec quelqu'un d'autre, tandis qu'une restriction quantitative se produirait si la classe ouvrière elle-même s'attribuait le pouvoir de disposition sur une partie des capitaux. Nous pouvons aussi dire: La limitation peut intervenir du dedans (au sein de l'entreprise) ou du dehors.

La limitation opérée au dedans avance dans la mesure où la classe ouvrière peut réfréner la domination absolue du patronat dans l'entreprise par la conquête du *droit de discussion.* La limitation du dehors s'effectue par l'extension de l'*économie collective.*

Le *droit de discussion* des ouvriers dans l'entreprise et dans toute l'industrie dépend de la puissance économique qu'ils peuvent opposer aux patrons et aux capitalistes. L'importance des organisations syndicales est décisive, ainsi que l'éducation syndicale et économique des ouvriers, notamment de leurs hommes de confiance, car le pouvoir économique seul ne sert à rien, s'il ne peut pas être utilisé.

Tandis que la lutte pour le droit de discussion doit être principalement menée sur un large front, l'action en faveur du *développement de l'économie collective* a l'avantage de pouvoir se dérouler sur le terrain local et de permettre un travail effectif même avec des forces n'ayant pas encore une grande influence dans l'ensemble de l'économie nationale. Je pense ici surtout à l'activité dans l'économie communale et dans le mouvement coopératif.

Les grandes possibilités qui s'offrent dans le *domaine communal* sont généralement reconnues aujourd'hui. Partout où la classe ouvrière a une influence dans la commune, elle peut en profiter pour favoriser le développement de l'économie collective. Actuellement l'administration communale se limite dans la règle à la fourniture de l'eau, de l'électricité et du gaz et parfois aux entreprises de transport. Dans bien des endroits, l'on s'est aussi rendu compte de l'importance de la politique en matière de terrains et de constructions. Dans les communes surtout où la construction est active, une politique à larges vues peut exercer une influence décisive, par l'acquisition d'immeubles et de terrains et par la construction de maisons communales, sur le logement et sur le taux des loyers. L'un des besoins les plus importants de

l'homme se trouve ainsi soustrait à l'arbitraire capitaliste, du moins en partie.

Mais ceci n'épuise pas l'activité dans le domaine communal. Même là, où la commune ne peut pas intervenir par une propre activité économique, elle peut œuvrer pour l'économie collective en favorisant les efforts coopératifs. Cela se voit souvent dans le domaine de la construction de logements. Pourquoi cela ne serait-il pas possible aussi dans d'autres domaines, par exemple en ce qui concerne le ravitaillement des grandes villes en denrées alimentaires de première nécessité telles que le lait, le pain et les légumes? Le public a un grand intérêt à ce que l'approvisionnement en denrées alimentaires se fasse dans les meilleures conditions de célérité et de qualité. N'est-il pas aussi fortement intéressé à ce que l'approvisionnement en médicaments, articles sanitaires, etc., soit soustrait aux profits de l'économie privée? Voilà certainement des questions à la solution desquelles on doit s'atteler avant de satisfaire les besoins culturels du peuple par la construction de théâtres et de salles de concerts.

La commune est un terrain très propice à l'action d'une économie collective, et le mouvement ouvrier devrait encore s'en servir beaucoup plus que ce ne fut le cas jusqu'à maintenant.

Passons au *mouvement coopératif*. Le mouvement ouvrier a toujours été en étroit contact avec les coopératives. Dans la plupart des cas, celles-ci ont été créées par la classe ouvrière. Mais la population ouvrière et en particulier les organisations ouvrières n'ont pas toutes su apprécier les coopératives à leur juste valeur. Il fut un temps où il était de mode de méconnaître les coopératives ou même de les dédaigner, en disant que ce n'était là qu'une occasion d'activité « réformiste » pure. Qui s'occuperait de cela alors qu'il s'agit de transformer le monde par une révolution, de s'emparer du pouvoir et d'exercer une dictature sur toute chose!

Or, les révolutions se sont déroulées sans que le monde ait subi une transformation appréciable. Et là où, comme en Russie, on a quelque peu usé de la dictature, on a dû reconnaître les piliers du monde économique que constituent les coopératives, qui sont justement indispensables à l'édification d'un nouveau régime économique. Et maintenant l'on s'aperçoit de plus en plus dans le mouvement ouvrier combien l'on a manqué lorsqu'on s'est désintéressé du mouvement coopératif. En maint endroit ce désintéressement est la cause que les coopératives ont passé sous l'influence de gens pour lesquels elles ne sont pas un principe, mais uniquement un moyen pour acheter quelques sous meilleur marché ou obtenir quelques francs de ristourne.

Heureusement une autre conception se fait de nouveau jour. Mais nous sommes encore beaucoup trop indifférents envers les tâches coopératives. Nous les considérons toujours comme un terrain accessoire seulement à côté de l'activité syndicale et politique,

au lieu de les considérer comme un champ d'activité tout aussi important, comme un *devoir* aussi impérieux que l'organisation syndicale. Nous ne reconnaissons pas encore quelles possibilités essentielles offre la coopération si nous savons bien en user.

Certes, je ne veux pas cacher que les coopératives actuelles sont en grande partie inaptes à remplir les tâches qui leur sont dévolues. Dans une foule de localités, la direction est animée d'un esprit routinier et borné; les membres sont mesquins et égoïstes; leurs convictions comme coopérateurs ne sont pas très profondes. Seulement ce n'est pas une raison pour laisser rouiller cette arme. Cela nous montre précisément combien il est nécessaire que nous soutenions le mouvement coopératif, que nous façonnions cet organisme imparfait en une arme excellente dans la lutte contre le capitalisme.

Dans l'énoncé qui précède, j'ai surtout pensé aux sociétés de consommation. Mais cela s'applique également aux *coopératives de production.* Celles-ci ont souvent été créées à l'improviste et dans des situations embarrassées. Malgré cela, elles ont rendu de signalés services à la classe ouvrière, lorsqu'elles ne furent pas incapables de remplir leurs tâches par suite d'une mauvaise direction ou d'un manque d'esprit coopératif des membres. Les mauvaises expériences qui ont été faites ne témoignent pas contre les coopératives de production, mais seulement contre les abus de l'idée coopérative qui ont été commis. Nous devons mettre davantage en lumière ces parents pauvres du mouvement ouvrier et les incorporer comme membres utiles à la réalisation de l'économie collective. Cela ne peut naturellement se faire que sous certaines réserves et avec une extrême prudence. Il n'y a rien qui ait autant nui au mouvement coopératif, notamment aux coopératives de production, que les expériences malheureuses qui ont coûté et coûtent encore des milliers de francs aux organisations ouvrières. Toutefois nous ne sommes plus si maladroits que jadis. Le mouvement ouvrier a fourni une phalange de dirigeants capables et s'y connaissant en affaires. Comme exemple, je n'ai qu'à citer le développement pris par certaines imprimeries coopératives.

Ce qui manque encore dans le domaine des coopératives de production est une *collaboration* de toutes les entreprises ayant des intérêts communs. Les entreprises capitalistes s'organisent et se groupent en cartels, consortiums, sociétés holding, tandis que dans le mouvement coopératif il règne encore la plus grande dispersion des forces. Des rivalités locales et personnelles paralysent le développement. C'est ici que le mouvement ouvrier organisé doit intervenir, afin d'apporter un groupement systématique de toutes les forces.

Nous possédons maintenant ce qui a manqué jusqu'ici au mouvement de l'économie collective, un *institut financier central:* la banque centrale coopérative. Un autre problème important

pourra ainsi être résolu: *l'organisation de l'épargne de la classe ouvrière.* Il devrait dès lors être tout naturel que les syndicats qui participent à ce nouvel établissement et qui sont représentés dans le conseil d'administration, ne laissent plus leurs fonds dans les banques capitalistes. De son côté, l'ouvrier doit aussi placer ses économies à la banque centrale, où elles seront employées dans l'intérêt de son mouvement. Nous avons vu que la chose la plus importante est le pouvoir de disposition du capital. Et il faut du moins ravir à la haute finance ce pouvoir sur le capital que possède la classe ouvrière. Ce serait un non-sens de laisser notre argent entre les mains des instituts bancaires capitalistes, tandis que par ailleurs ils font des difficultés au mouvement coopératif. Ce n'est qu'au moyen de l'institut bancaire des coopératives que les efforts de la coopération et ceux d'autres organes de l'économie collective pourront se rendre indépendants de leur adversaire de principe, le capital privé. Sans un tel établissement, l'on ne peut songer au développement de l'économie collective.

L'encouragement de tous les efforts tendant à la communalisation (et naturellement à l'étatisation lorsque cela est possible) et un appui effectif du mouvement coopératif, sont une des tâches présentes les plus importantes du mouvement ouvrier, peut-être même *la* tâche spéciale de l'époque actuelle. Il est bien entendu que la propagande dans le domaine politique n'est pas superflue pour autant. Le travail d'éducation et le recrutement syndical seront même d'autant plus nécessaires que les syndicats devront constituer le fondement d'une démocratisation de l'économie. Toutes ces considérations nous montrent donc que nous ne nous trouvons pas « à un point mort » du mouvement ouvrier, mais au contraire à une époque d'activité intense.

J'ai relaté brièvement ces faits à seule fin de montrer quelles grandes tâches attendent le mouvement ouvrier dans le domaine économique. Nous examinerons de plus près tous ces problèmes. Nous publierons prochainement dans ce but une série d'articles sur le développement et sur l'état actuel de l'économie collective en Suisse.